

Gestion locale des migrations en Tunisie

Coordonné par Marouen Taleb, chercheur postdoctoral IRMC et
Betty Rouland, chercheure postdoctorale référente IRMC

Marouen Taleb



Docteur en urbanisme et aménagement du territoire. Ses recherches s'inscrivent dans les domaines de la géographie économique et des sciences de l'aménagement en rapport avec les modèles de gouvernance territoriale et de développement.

إن فهم العلاقات بين الهجرة و النمو المحلي داخل القرى التونسية يمثل هيكل برنامج معهد البحث المغاربية المعاصرة "الإدارة المحلية للهجرات في تونس" و الممول من طرف الوكالة الفرنسية للتنمية. يتجاوز الأسباب المباشرة المرتبطة بالقدرة على التوظيف و البطالة، يحاول هذا البحث فهم علاقات الشباب بمناطقهم من خلال جوانب مرتبطة بمكانهم داخل المجتمع، والنسيج الاقتصادي و درجة مشاركتهم في الشؤون العامة، في ضوء عملية اللامركزية الجارية.

La compréhension des rapports entre migration et développement local au sein des communes tunisiennes constitue l'ossature du programme « Gestion locale des migrations en Tunisie » hébergé au sein de l'IRMC et financé par l'AFD. Allant au-delà des causes directes liées à l'employabilité et au chômage, cette recherche tente de comprendre les rapports des jeunes à leur territoire à travers les aspects liés à leur place au sein de la société, du tissu économique et leur degré d'implication dans la chose publique, à l'aune du processus de décentralisation engagé.

In order to better understand the relations between migration and local development inside the Tunisian municipalities, the IRMC hosts the new research program "Local management of migrations in Tunisia". This program is financed by the French Agency for Development. It aims to go further than the explanation by the direct causes linked to employment and unemployment. Indeed, it analyzes the relationships of the young to the territory through the aspects link to the place in the society, to the economical fabric and the level of involvement in the common weal, in front of the beginning of the decentralization process.

Les agences de développement ont besoin de collecter des données fiables pour mesurer l'impact réel du développement sur les migrations. À des niveaux divers - politiques, tutelles, citoyens - les agences sont interrogées sur leurs actions dans le domaine des migrations. De manière générale, la redevabilité est un sujet clé et cette dernière est particulièrement prégnante dans le domaine des migrations.

Les travaux de recherche examinant les déterminants, les dynamiques et les enjeux des migrations contemporaines se sont multipliés au cours de ces deux dernières décennies. Aujourd'hui, la migration s'avère une priorité politique ainsi qu'une thématique centrale des sciences humaines et sociales. En revanche, les impacts des projets de développement sur la mobilité des populations restent très discutés et peu analysés par les chercheurs. Ces derniers

se basent souvent sur des données issues des instituts de statistiques, dont la temporalité et l'échelle territoriale ne sont pas toujours pertinentes pour les projets menés. La problématique majeure réside donc dans le fait que ces projets s'appuient sur des données et des populations « officielles » plutôt que réelles.

Dans ce contexte, le programme de recherche « Gestion locale des migrations en Tunisie » financé par l'Agence Française de Développement (AFD) met en étroite collaboration professionnels de terrain et académiciens. Ce projet, à portée inclusive, vise non seulement à produire et collecter des données territorialisées innovantes sur la question du développement et des migrations, mais aussi à évaluer l'efficacité des champs d'actions développés. Le projet offre, en effet, l'opportunité de développer un partenariat pionnier entre académiciens et professionnels de terrain. Tandis que les agences travaillant sur les questions migratoires visent l'opérationnalité des projets liés au développement, la composante scientifique du projet permet, elle, de contextualiser les données et d'analyser les enjeux spécifiques au développement et à la migration au niveau de trois communes : Ain Draham (nord), Sbeitla (centre) et Beni Khedache (sud).

Cette collaboration couvre deux thématiques du projet : la question des liens entre l'employabilité et la mobilité notamment chez les jeunes, et celle de la prise en compte de la question migratoire dans la gouvernance locale.

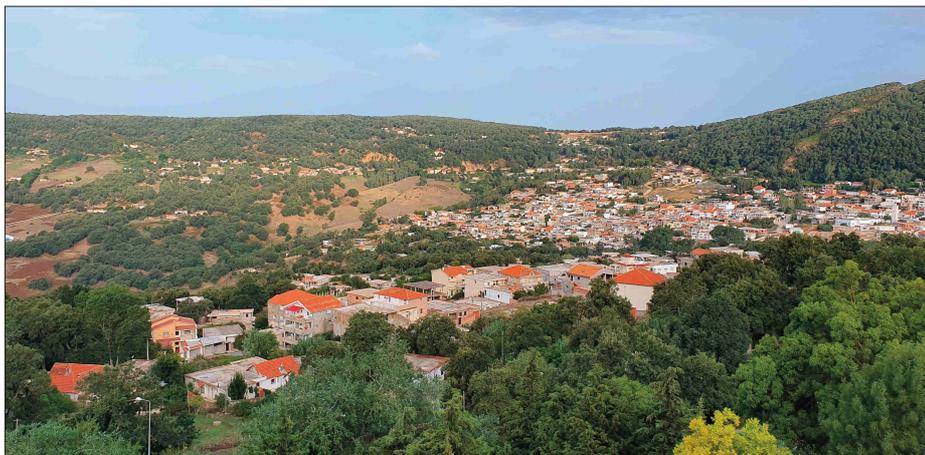


Figure 1 : Aïn Draham (Nord-ouest de la Tunisie) : le code forestier régissant l'exploitation forestière privilégie les grandes entreprises au détriment des jeunes de la région souhaitant s'établir comme sylviculteur – © Marouen Taleb



Figure 2 : Sbeitla (Centre-ouest de la Tunisie) : un potentiel touristique encore inexploité - © Marouen Taleb

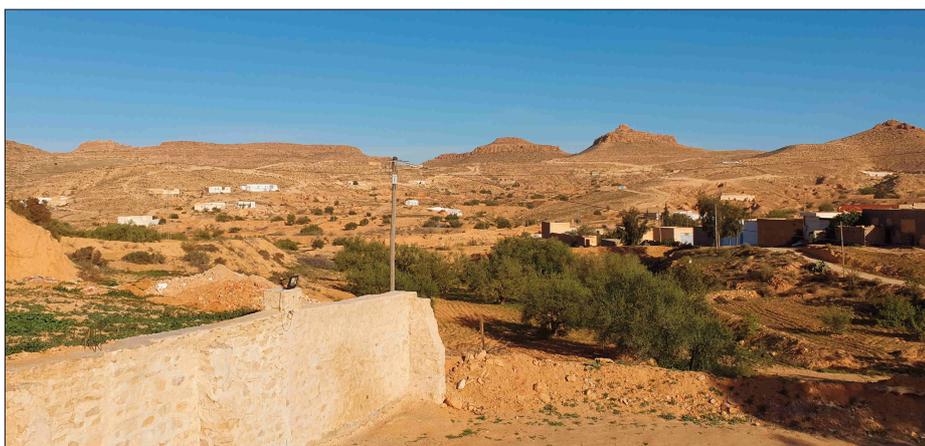


Figure 3 : Beni Khedache (Sud-est de la Tunisie) : un terroir en cours de valorisation - © Marouen Taleb

La recherche du lien entre employabilité et mobilité(s) pose comme hypothèse de départ que l'emploi, parmi l'ensemble des facteurs *push* identifiés, demeure le plus

significatif auprès de la population ciblée par les enquêtes. De ce fait, il apparaît comme nécessaire de préciser l'éventail des dimensions relatives au facteur « employabilité » à l'instar du

niveau de salaire, de la garantie de l'accès à l'emploi à l'étranger à travers les réseaux transnationaux de solidarité familiale ou tribale, de la nature de l'emploi, des conditions d'entrepreneuriat pour les jeunes dans les communes concernées, de l'adéquation entre emploi et formation/aptitudes et entre emploi et liens familiaux et sociaux (présence/absence de réseaux clientélistes ou de favoritisme).

La seconde thématique concerne l'intégration des enjeux migratoires par les acteurs locaux. L'hypothèse de départ tend à privilégier l'idée que les niveaux d'intégration des enjeux migratoires seraient corrélés à la capacité des pouvoirs locaux à engager des démarches participatives de citoyens d'une manière générale et de leur capacité à mobiliser ces derniers pour des questions relatives au développement local. En outre, dans une seconde hypothèse, l'intégration des enjeux migratoires serait également tributaire de la qualité des rapports entre l'institution de la commune et celle du gouvernorat, en charge jusqu'ici des questions de développement et de la coordination entre les services déconcentrés de l'Etat central.

Pour ce faire, il s'agira à la fois d'étudier le niveau de connaissance, la volonté politique et les outils à disposition des acteurs locaux pour intégrer les migrations dans leur stratégie de développement local. Ce volet est également dédié aux questions de perceptions de la gouvernance locale des migrations post-2011 et post-élections locales de 2018 en rapport avec la question de la participation des jeunes à la vie publique, à celle du développement local et de l'accès à l'emploi. Le programme de recherche intègre ainsi les questions d'auto-perception par rapport aux concepts d'identité, de société, de famille et de culture. Par le prisme scientifique, cette collaboration permet non seulement d'appuyer mais surtout d'évaluer les problématiques, les enjeux et les impacts dudit projet de développement.